

mardi, 25 juin 2013 10:53

La fin sans gloire du «Deus ex machina» de la révolution arabe!!! par René Naba

IRIB-Sauf retournement de dernière minute, le dégageant politique de l'Emir du Qatar, par voie de l'évacuation sanitaire, a été programmé, contraignant le souverain à céder son trône, en pleine gloire, en pleine force de l'âge, à son fils cadet, le prince Tamim, une transmission de pouvoir inédite dans les annales des pétromonarchies gérontocratiques du Golfe.



L'Emir, né en 1952, a réuni lundi 24 juin 2013 la famille régnante au lendemain de la «conférence des amis de la Syrie», en compagnie des «sages» de la principauté, pour une mise au point final du dispositif d'abdication.

Présentée par ses nombreux communicants comme répondant au souci du souverain de procéder à un rajeunissement du pouvoir dans les gérontocraties du Golfe, cette transition inhabituelle du pouvoir au Qatar, dans un pays théâtre de deux coups d'états dynastiques au cours de ses 40 ans d'indépendance, devrait, dans la foulée du «printemps arabe», servir d'exemple pour les générations futures en matière de transfert de pouvoir dans les monarchies arabes.

Une destitution comparable à celle décrétée par les Anglais dans la décennie 1950 à l'encontre du Roi Talal de Jordanie, en faveur de son fils Hussein, plus sensible aux intérêts de la couronne britannique; comparable à celle décrétée par les Anglais en 1970 à l'encontre du Sultan Saïd d'Oman oncle du Sultan Qabous.

Une opération d'exfiltration perçue dans de larges couches de l'opinion internationale, quoiqu'on en dise, comme un dommage collatéral majeur du conflit de Syrie. Plus précisément, la sanction de l'échec d'un trublion qui aura plus que quiconque assuré la promotion du djihadisme erratique, exacerbé l'antagonisme religieux inter musulman (sunnite-chiïte), accentué la défrAGMENTATION du Monde arabe et sa soumission à l'impéRIUM atlantiste, tout en plaçant le monde au bord d'une conflagration régionale.

Au même titre que l'Arabie saoudite, sauf que la dynastie wahhabite dispose d'un coupe-feu absolu, La Mecque et Médine, à valeur dissuasive absolue qui explique le fait que l'Irak, -et non le royaume saoudien-, a payé le prix de la participation de quinze saoudiens au raid contre l'hyperpuissance américaine, le 11 septembre 2011.

Selon les indiscretions de la presse arabe, l'éviction de l'Emir constituerait la sanction de ses trop graves dérives tant en ce qui concerne son ferme soutien au djihadisme que sa boulimie affairiste dans ses investissements occidentaux. Le souverain se serait en effet vu notifier son ordre d'évacuation du pouvoir par un haut responsable de la CIA, dépêché spécialement par Barack Obama pour lui signifier l'ordre présidentiel américain après la découverte dans la cache d'Oussama Ben Laden de documents attestant que le financier du chef d'Al Qaida serait un citoyen du Qatar, cousin du ministre de la culture, Hamad Al Kawari (1).

Sous la plume de son directeur Oussama Fawzi, ancien haut fonctionnaire du ministère de l'information du Qatar, Arab Times en date du 24 juin, précise que «la cellule qataritote proche de Ben Laden était composée de Salim Hassan Khalifa Rached al Kawari, qui a déjà été livré aux Américains, ainsi que du koweïtien Hasan Ali Ajami, un djihadiste combattant en Syrie, du syrien Ezzdine Abdel Aziz Khalil ainsi que d'Omid Mohamad Abdallah. Les transferts d'argent se faisaient via des institutions financières qatariotes. Les soupçons sur le Qatar pesaient depuis l'invasion de

l'Irak au point que le président Georges Bush jr n'a pas hésité à bombarder le siège d'Al Jazira à Bagdad et s'apprêtait à en faire de même sur le siège central de la chaîne transfrontière arabe à Doha».

L'Oukaze américain, «non négociable», aurait prescrit un dégageant simultané de l'Emir et de son premier ministre, Hamad Ben Jassem. Le processus de transition devrait commencer l'été 2013 de manière à coïncider avec le début de la période du jeûne du mois de Ramadan et s'achever fin Août, date de la reprise des activités du calendrier diplomatique international. Selon la version de la presse arabe, le délégué de la CIA aurait offert le choix suivant à l'Emir, soit le gel des avoirs financiers de l'Emirat dans le monde, soit sa destitution. Autrement dit, la mort financière de l'Emirat ou la mort politique de l'Emir, motivant cette sanction par le fait que le tandem avait «outrepassé son rôle en Syrie et dans son soutien au djihadisme», de même que son soutien tonitruant aux néo islamistes au pouvoir en Tunisie et en Egypte.

Sans surprise, la manœuvre d'étranglement de l'Emir avait été engagée, dès l'été 2012, avec les indiscretions fuitées dans la presse française sur le rôle déstabilisateur du Qatar dans le pré carré africain de la France, particulièrement le Mali, via la filière caritative du djihadisme qatariote «Ansar Eddine», contraignant Paris, en pleine tourmente financière, à engager une coûteuse opération de reconquête du septentrion malien en janvier 2013. Qui explique l'absence de visite officielle de François Hollande au Qatar, pendant la première année de sa mandature, en dépit du volumineux portefeuille financier qatariote en France.

Le président français a programmé sa visite pour coïncider avec la conférence des «amis de la Syrie», en un pâle remake de la cérémonie d'adieu de Fontainebleau, sauf que le «Field and Air Marshall» du Qatar ne dispose pas, loin s'en faut, du génie militaire du vainqueur d'Austerlitz et de son prestige. Un enterrement en grande pompe, un égard que l'Otan réserve généralement à ses plus fidèles serviteurs (2).

Groupant onze membres, dont les trois membres permanents occidentaux du conseil de sécurité (Etats-Unis, Royaume Uni, France) et l'Allemagne, les six pétromonarchies du golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït, Qatar et Oman) ainsi que les puissances régionales sunnites, la conférence a annoncé avoir décidé « une aide urgente en matériel et en équipements » à la rébellion afin de lui permettre de faire face aux « attaques brutales du régime, indiquant que « toute aide militaire sera canalisée » par le Haut Conseil militaire syrien relevant de l'Armée syrienne libre (ASL), principale faction de l'opposition armée. Selon l'AFP, le chef de la diplomatie du Qatar, Cheikh Hamad Ben Jassem Al-Thani, soutenant activement l'opposition, a en outre affirmé que les participants avaient pris « des décisions secrètes » pour renverser l'équilibre sur le terrain.

En d'autres termes, remettre en selle l'opposition syrienne après ses revers militaires et la propulser à une posture crédible en prévision d'éventuelles négociations de paix. Quoiqu'il en soit, selon toute vraisemblance, le chef de la diplomatie qatariote ne serait plus en poste «le jour de gloire arrivé». Par sa présence au Qatar, le 22 juin 2013, François Hollande aura ainsi scellé, dans l'ordre symbolique, un discret passage de témoin entre l'Emir et son fils, au cours d'un diner privé dont il espère, à terme, des retombées en matière commerciale à l'effet de compenser les coûts de l'opération Serval au Mali.

Le coup de semonce contre le duo du Qatar avait précédé ces péripéties protocolaires destinées à sauver la face. Intervenu très exactement, en avril 2013, en plein débat de l'opposition syrienne atlantiste en Turquie, visant à la constitution d'une délégation commune de l'opposition à la conférence de Genève II. Ulcérée par la cacophonie qui régnait au sein des diverses factions de l'opposition, l'Arabie Saoudite, chef de file de la confédération des pétromonarchies arabes, se serait livrée à une action d'éclat contre les opposants islamistes émergeant sur le budget du Qatar, en les plaçant sous la coupe du grand wahhabite.

Un acte d'autorité qui est apparu comme un geste d'exaspération à l'égard des turbulences qatariotes et de l'impuissance de l'opposition pro atlantiste. Il s'est accompagné d'une surprenante déclaration du prédicateur de l'Otan, le milliardaire égypto-qatariote, Youssef al Qaradawi, sur la chaîne saoudienne «Al Arabyia» reconnaissant la prééminence de la hiérarchie cléricale saoudienne, dans

une démarche qui a retenti comme une forme d'allégeance déguisée.

Une reprise en main accompagnée de l'annonce de la fourniture par l'Arabie saoudite de missiles anti aériens à l'opposition islamiste syrienne; une annonce faite le 18 juin en plein sommet des G8 en Irlande consacré à la possibilité d'instaurer une zone d'exclusion aérienne à la Syrie.

Le coup de grâce a été porté en juin avec la succession des fuites dans la presse occidentale et arabe. Arab Times, le plus important site arabophone d'Amérique du Nord, de même que le journal libanais As Safir, le 11 juin 2013, révélaient dans les détails la démarche américaine.

Son successeur, Cheikh Tamim Bin Hamad Al Thani, né en 1980, prince héritier depuis 2003, soit depuis dix ans, est diplômé de Sandhurst (1997-1998), la célèbre académie militaire britannique qui compte parmi ses prestigieux pensionnaires le Roi Abdallah II de Jordanie, le prince William, 2me dans l'ordre de succession au trône britannique, et son frère le prince Harry ou encore le chanteur James Blunt. Le prince de 33 ans est crédité d'une maîtrise parfaite de l'anglais, de l'allemand et du français. Tennisman à ses heures perdues, commandant en chef des forces armées du Qatar, Président du Fonds d'investissement du Qatar et président du Comité Olympique, Tamim passe pour être proche des Frères Musulmans.

Son frère puiné, Juhane, qui signifie l'affamé en arabe, est, quant à lui, diplômé de l'Ecole militaire française de Saint Cyr, avec comme interface l'islamologue Mathieu Guidère. Juhane s'est signalé à l'attention de l'opinion mondiale dans la rubrique des gazettes mondaines en s'offrant une luxueuse voiture d'une valeur de 3,4 millions de dollars avec des diamants sertis sur les phares et de l'or dans l'habitacle,

Pour la voiture du prince Juhane (l'affamé) de Qatar, cliquez sur ce lien : <http://oumma.com/15996/fils-de-lemir-qatar-soffre-voiture-plus-chere-monde>

Evacuation sanitaire ou purge politique?

Certes, une lourde pathologie peut entraver le libre exercice du pouvoir. Diabétique, l'Emir l'est depuis longtemps qui explique partiellement son embonpoint. Son désir de départ pourrait se justifier dans ce contexte. Mais pourquoi alors avoir demandé le dégageant du tandem responsable des campagnes atlantistes de Libye et de Syrie? Pourquoi ne pas avoir maintenu en poste le premier ministre durant une période intermédiaire, permettant la transition en douceur du pouvoir?

L'évacuation sanitaire masque-t-elle une purge politique?

Le premier ministre HBJ qui siège au sein de la Brookings Institution, aux côtés de Tzipi Livni, ancien agent du Mossad et ministre des Affaires étrangères au moment de l'offensive israélienne contre Gaza (décembre 2008), a tenté de faire de la résistance arguant de ses sympathies pro israéliennes.

Mais l'homme le plus riche du Qatar, le célèbre HBJ de sinistre mémoire, qui en pleine crise de mégalocéphalite aigüe, avait menacé l'Algérie de connaître le même sort que la Syrie pour son opposition à l'exclusion de la Ligue arabe de cet ultime pays du champ de la bataille face à Israël, ne paraît pas avoir trouvé grâce auprès de son Maître américain. Sa destination finale devrait être Londres, l'ancien tuteur de son pays du temps où le Qatar relevait de la côté des pirates.

Ce dégageant sans ménagement constitue une claire démonstration du statut mineur des souverains du Golfe par rapport à leur tuteur américain. Par ricochet, il paraît devoir constituer un signal adressé à la dynastie wahhabite lui enjoignant implicitement d'emprunter le chemin de son cadet du Qatar et d'opter pour un saut générationnel dans la transition du pouvoir aux petits fils du fondateur du Royaume.

L'élection d'un modéré à la tête de l'Iran, Hassan Rohani, le 15 juin, tranchant avec l'hermétisme des pétro monarchies, a constitué un camouflet majeur au camp atlantiste en ce que la désignation d'un dirigeant par voie électorale dans un pays théocratique, a frappé d'obsolescence le discours occidental sur son combat pour l'avènement de la démocratie dans le Monde arabe, le contraignant à reconsidérer ses positions. Une modulation sur fond de contestation populaire Place Taqsim du premier ministre turc Recep Tayyeb Erdogan, des dérives mortifères du djihadisme en Syrie à coups

de cannibalisme et de prédation sexuelle des pubères syriennes, enfin des incertitudes politiques au Maghreb avec la convalescence prolongée de l'algérien Abdel Aziz Bouteflika et du Roi de Maroc.

Bête noire d'une bonne fraction de la communauté diplomatique internationale pour sa morgue et sa suffisance, le leadership du Qatar a pu servir de fusible en guise de solde de tout compte pour un épisode peu glorieux de la diplomatie occidentale en ce que son alliance avec la frange la plus obscurantiste de l'Islam contre des républiques à régime séculier a révélé au grand jour, aux yeux de l'opinion internationale, sa duplicité en même temps que son opportunisme.

Le fusible Qatar pourrait ainsi apparaître rétrospectivement comme un geste de bonne volonté à l'égard des autres protagonistes du conflit syrien, particulièrement le groupe BRICS, avec lequel le camp atlantiste se doit impérativement de procéder à une redistribution des cartes sur la scène internationale en vue de sa stabilisation, alors que les Etats-Unis opèrent un redéploiement vers le Pacifique, leur terrain de compétition majeur du XXI^e me siècle, avec leur grand rival chinois. Avec l'espoir de demander à la Russie un geste équivalent concernant le président syrien. Un renvoi dos à dos Khalifa-Bachar, un jeu à somme nulle... en somme, sauf pour ses victimes de ce jeu de massacre transrégional.

Quoiqu'il en soit, force est de constater qu'un claquement de doigt américain a mis un terme à la lévitation du «Air and Field Marshall du Monde arabe», l'incubateur des prédicateurs islamistes, l'égyptien Youssef Al Qaradawi et le tunisien Rached Ghanouchi, le prescripteur d'Al Jazira.

Renvoyé dans ses pénates, le «Deus ex Machina» de la révolution arabe est désormais réduit au rôle de Pater familias d'une Smalla de trois épouses et de vingt-quatre enfants, dont 11 garçons et 13 filles (4), premier Haroun Poussah du Monde arabe à bénéficier des joies de la RTT (réduction du temps de travail) et de la civilisation des loisirs, subissant à son tour les effets corrosifs du mot d'ordre du soulèvement populaire arabe «Erhal, dégage», qu'il a détourné des rives inflammables du Golfe (Bahreïn, Yémen) vers le versant républicain et séculier de la Méditerranée (Libye, Syrie).

So long Hamad et ses qatarologues de circonstance, ses intellectuels médiatiques et ses universitaires cathodiques, toute cette cohorte d'orientalistes de pacotille et de ses arabes de service, orphelins d'une courte euphorie, orphelins de sa manne financière, en ce que la destitution de l'Emir du Qatar devrait sonner le glas des expéditions post coloniales occidentales en terre arabe, dont la bataille de Syrie aura marqué la fin de l'unilatéralisme atlantiste dans la détermination de la politique internationale.

Particulièrement la France, dont les contreperformances en Libye avec la talibanisation du Nord Mali et en Syrie, avec sa mise sur pied d'un attelage claudicant de bi nationaux franco syriens à la tête d'une opposition off-shore, auront marqué le début du compte à rebours de son déclassement dans l'ordre des puissances planétaires.

Sur l'échec de la diplomatie française en Syrie, Cf. notamment

http://www.liberation.fr/monde/2013/05/29/syrie-donner-une-chance-a-geneve-ii-ou-se-taire_906682

<http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/2013/05/le-spectaculaire-revirement-fr.html>

La Syrie a été la première révolution au Monde déclenchée en talon aiguille et costumes cravates à coups de cartes de crédits, depuis les salons feutrés des cénacles diplomatiques occidentaux sans le moindre coût pour Israël, l'ennemi officiel du Monde arabe, ou pour les Etats unis, son protecteur. Et le printemps arabe, amorcé en 2011 avec la chute du tunisien Ben Ali et de l'égyptien Moubarak, figurera dans les annales de l'histoire, comme la première révolution arabe à jouir du plein appui des pétromonarchies du Golfe, parmi les plus répressives et les plus régressives au Monde. Une impulsion à relent post colonial qui a considérablement contrarié le déclenchement d'un véritable soulèvement populaire matérialisé par un mouvement généralisé de désobéissance civile jusqu'à la chute du régime syrien.

Initiatrice du feu initial, la France atlantiste dans ses deux versions sarkozyste et hollandiste, dans ses deux variantes les plus capées, Alain Jupé et Laurent Fabius, de même que le Qatar et la Turquie

auront sans doute à répondre de ce gâchis devant l'histoire. Pour qu'une stabilisation intervienne au Moyen orient, il importe de bannir le double standard: Armer les rebelles syriens, soit, mais symétriquement à l'armement des Palestiniens en vue d'améliorer leurs conditions de négociations face à Israël. Exiger le retour des émigrés syriens dans leurs foyers, soit, mais symétriquement au retour des réfugiés palestiniens expulsés, eux, de leur patrie depuis un demi-siècle.

Depuis le début du conflit de Syrie, le 16 mars 2011, une trentaine de personnalités de premier plan sont passés à la trappe de l'Histoire, l'Emir du Qatar et son premier ministre, pour leur piteuse prestation politique, de même que le noyau originel français, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé ainsi que leur faux nez au sein de l'opposition off-shore, les franco syriens Bourhane Ghalioune et Basma Kodmani, enfin le clan Tlass, particulièrement Manaf, l'héritier, pour la pitoyable prestation de la Brigade Al Farouk dans la bataille de Bab Amro, février 2012 et de ses dérives successives jusqu'au cannibalisme. L'officier libanais Wissam Al Hassan, la dague sécuritaire absolue du clan islamo atlantiste au Moyen orient, a, quant lui, été expédié ad patres, en représailles à la décapitation de la hiérarchie militaire syrienne, notamment Assef Chawkat, le beau-frère du président syrien Bachar Al-Assad.

Un chiffre auquel il convient d'ajouter une vingtaine de journalistes, témoins de ce jeu de massacre qui aura généré 93.000 morts en trente mois de conflit, un million de réfugiés, autant de déplacés ainsi que des destructions de l'ordre de cent milliards de dollars, sur fond d'un double veto russo-chinois au Conseil de sécurité, signant par là même, un nouveau rapport de forces régional.

Dix ans après l'installation de la base du Centcom à Doha, deux ans après le début du printemps arabe, auquel il aura grandement contribué en le détournant de son cours initial, le Bibendum du Qatar emprunte le chemin de la sortie à lui indiqué par son cerbère américain.

En signe de remerciements pour services rendus. Fin de clap.
Sic Transit Gloria Mundi. Ainsi passe la gloire de ce monde.

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
